

Conseil d'administration du lycée Nelson Mandela
Séance extraordinaire du 18 novembre 2021

Déclaration des élus de la liste FSU-CGT

Nous sommes appelés à donner notre accord pour le versement par l'État d'une avance de trésorerie, qui est en fait un prêt, pour permettre le versement des salaires des agents du GRETA Poitou-Charentes.

Celui-ci fait face à une insuffisance de trésorerie due aux périodes de confinement pendant lesquelles le GRETA a dû maintenir les salaires sans activité de production.

En tant que représentants du personnel le versement des salaires est pour nous un impératif. En l'absence d'autres solutions, nous voterons donc pour que le conseil d'administration donne son accord,

Néanmoins nous tenons à dénoncer cette situation véritablement scandaleuse : l'État a soutenu les entreprises privées par des aides diverses (versement d'allocations de chômage partiel, exonérations de cotisations patronales...), il soutient l'AFPA (plus de 200 millions d'euros d'aides), mais ne propose qu'un prêt pour son propre service de formation continue ! Il handicape ainsi l'établissement public qui voit ses charges augmentées du remboursement d'un emprunt, alors que la libéralisation de la formation (que nous désapprouvons) l'oblige à répondre à des marchés dans un environnement concurrentiel.

Cette inégalité de traitement est inadmissible. Nous demandons à l'État de revoir sa politique pour que les GRETA soient aidés au moins à la même hauteur que les entreprises privées.